

Syndicalisme révolutionnaire et conseillisme

(Daniel Guérin)

Aujourd'hui où, dans les jeunes générations, le syndicalisme est décrié — quand il n'est pas tout simplement ignoré par de nombreux jeunes — et que, par ailleurs, certains, se réclamant du «conseillisme» ou communisme des conseils, peu nombreux mais tout à fait estimables, continuent à y opposer les conseils ouvriers, il m'a paru nécessaire de faire le point quant aux rôles respectifs du syndicalisme ouvrier et des conseils ouvriers dans l'édification d'une société libérée. Il y a, en effet, aujourd'hui, sur cette question si controversée, deux écoles antagonistes. Les uns demeurent fidèles, soit à l'anarcho-syndicalisme, soit au syndicalisme révolutionnaire, conceptions proches, avec la différence que les anarcho-syndicalistes tendent à subordonner l'action syndicale à la propagande idéologique spécifiquement anarchiste, alors que les syndicalistes révolutionnaires soutiennent que le syndicalisme, indépendant de toute idéologie politique, se suffit à lui-même. Ces divers syndicalistes restent convaincus, notamment depuis l'expérience de la Révolution espagnole, que l'autogestion ouvrière a besoin d'être structurée, qu'il lui faut un encadrement horizontal (unions locales) et vertical (fédérations d'industrie), structure que le syndicalisme peut seul fournir.

Mais l'autre école estime, elle, que le syndicalisme ouvrier aurait fait son temps, qu'il serait, de nos jours, une forme d'organisation dépassée, devenue conservatrice et bureaucratique ; qu'elle paralyserait la spontanéité ouvrière. Et cette école oppose à la première les conseils ouvriers, dont le prototype furent les soviets d'usine de 1917 en Russie, dont on sait qu'ils surgirent ensuite en Allemagne, en Italie, en Hongrie, en Pologne et, plus récemment, en Tchécoslovaquie. Qui pourrait contester, à la lumière d'Octobre 1917, que les syndicats demeurèrent le plus souvent à la traîne de la Révolution, tandis que l'impulsion en fut donnée par les soviets ? Qui pourrait nier, après le Mai 68 français, que des comités de grève élus par les ouvriers et groupant tous les travailleurs d'une entreprise, et pas seulement les syndiqués, possèdent un dynamisme, un rayonnement, une autonomie dont sont privées, le plus souvent, les sections syndicales d'entreprise ?

Cependant l'édification d'une fédération locale et régionale, puis d'une confédération nationale des conseils ouvriers est une démarche qui risque de présenter, à ses débuts au moins, un caractère quelque peu ardu et chaotique, chaque conseil ayant d'abord, aussitôt constitué, à partir à la recherche de tous les autres. D'où le danger d'une fédéralisation lente et laborieuse.

Cet éventuel flottement pourrait être lourd d'un autre péril, à savoir l'accaparement et l'étatisation de l'économie par un parti politique «communiste» autoritaire, qui prendrait prétexte d'une «anarchie» temporaire pour se substituer aux conseils ouvriers. La cuisante leçon des lendemains d'Octobre 1917 ne saurait être oubliée.

Mais le syndicalisme ouvrier devrait éviter un tel écueil car il offre, à l'avance, au mouvement ouvrier révolutionnaire, ses structures fédéralistes déjà existantes, aussi bien horizontales que verticales. De ce fait, il devrait être l'organe par excellence de la coordination des conseils ouvriers et de l'autogestion ouvrière, en même temps que, par le truchement de son comité confédéral national, le cerveau de la planification. La Révolution libertaire espagnole de juillet 1936, si l'on y regarde de près, a opéré la fusion de la structure syndicale ancienne et d'une floraison de conseils ouvriers qui s'étaient emparés spontanément, à la fois du pouvoir sur la base locale et des moyens de production. En même temps la centrale syndicale anarcho-syndicaliste, la CNT, s'est efforcée d'élaborer la planification de l'économie autogérée.

Les conseils ouvriers hongrois en 1956

Pour voir plus clair dans cette délicate question des rôles respectifs des conseils ouvriers et des syndicats, il serait peut-être bon de se référer à un autre exemple historique, plus récent : celui des conseils ouvriers de Hongrie, d'octobre à décembre 1956.

Ces conseils surgissent spontanément à Budapest, d'abord, où est concentrée la moitié de l'industrie hongroise, à partir de la grève générale du 24 octobre, qui fait suite à la première intervention des forces russes. En l'espace de quarante-huit heures toutes les grandes usines du pays élisent des conseils ouvriers qui sont, dans l'immédiat, des comités de grève. Il est à remarquer que ces conseils prennent, tout d'abord, leur départ sur la base de l'entreprise et non sur la base locale (en l'espèce, à Budapest, de l'arrondissement). Ce n'est qu'à un stade ultérieur que les usines de certains arrondissements de la capitale commencent à éprouver le besoin d'entrer en contact les unes avec les autres. Sur l'initiative d'une usine électrotechnique, Beloiannis, dans le XI^e arrondissement, les délégués de vingt-quatre grandes entreprises de Budapest se rassemblent, le 31 octobre, et proclament : «L'usine appartient aux ouvriers.» Mais

tous les arrondissements ne suivent pas encore. C'est peu à peu qu'ils sortent des cadres trop limités de l'entreprise et de la localité, qu'ils commencent à coordonner leur action, à prendre des positions communes. Il faut l'attaque surprise des blindés russes, le 4 novembre, suivie de la chute du gouvernement Nagy d'indépendance nationale et de l'apparition du gouvernement fantôme de Kadar, parachuté par Moscou, pour que les conseils ouvriers éprouvent la nécessité urgente de se regrouper. Mais il est déjà trop tard : la contre-révolution est en train de triompher. Les conseils ouvriers s'organisent après — et non avant — la défaite. Ce n'est qu'avec lenteur qu'ils envisagent de créer un organisme couvrant un territoire plus vaste. Le 12 novembre, les délégués des conseils ouvriers du XI^e arrondissement, toujours en flèche, se réunissent à trente kilomètres de la capitale et décident, sur la proposition d'un délégué du conseil ouvrier du XIII^e arrondissement, de convoquer les délégués des divers conseils ouvriers pour former un conseil ouvrier central du Grand Budapest. Une première réunion a lieu le lendemain, mais les représentants de nombreuses usines manquent encore. Aussi les présents décident-ils de contacter, d'urgence, d'autres entreprises et de convoquer les délégués de toutes les usines importantes. Enfin, le 14 novembre, l'on parvient à rassembler 400 à 500 délégués d'usine, soit la quasi-totalité de ceux des grosses entreprises du Grand Budapest et instituer le conseil ouvrier central. Encore tous les arrondissements ne sont-ils pas représentés : huit à neuf seulement. En outre, la réunion est quelque peu confuse. Tout d'abord, des ouvriers non mandatés se sont mêlés aux authentiques délégués. Ensuite ceux-ci sont inexpérimentés. Ils n'ont que des notions assez vagues sur les tâches, méthodes et tactiques concrètes de coordination des conseils ouvriers, ils manquent d'idées, de théories, de plans élaborés à l'avance et ils doivent apprendre progressivement, par la force contraignante des circonstances, ce qu'il y a lieu de faire. D'où l'incertitude quant aux décisions à adopter. « Tout le monde, devait raconter par la suite l'un des participants, veut créer un conseil central, mais personne ne sait comment le former et sur quelles bases. » Enfin, laborieusement, un comité exécutif d'une vingtaine de membres est désigné, composé de délégués de chaque arrondissement.

Le conseil, hélas ! ne couvre encore que la capitale. Cependant, en province, dès le 2 octobre, de nombreux conseils ouvriers ont surgi parallèlement. En avance sur ceux de Budapest, qui, eux, ne prétendent pas être des organes de gouvernement, ils ont pris en main la vie politique, économique et administrative de leur région. On signale un département, où le conseil ouvrier s'érige sur la base de cette unité territoriale, Mais, du fait de la grève et de l'occupation russe, un très petit nombre de conseils provinciaux peuvent, matériellement, envoyer des délégués à la réunion de formation du conseil ouvrier central du Grand Budapest. Leur unité d'action est marquée surtout par des émissions radiophoniques régionales.

Pourtant, à la réunion du 14 novembre, certains délégués ont soutenu l'idée d'instituer un conseil ouvrier national, qui serait l'émanation de la volonté des travailleurs de tout le pays. Mais d'autres, paralysés par des scrupules démocratiques, ont objecté, d'une part, que leur mandat ne porte que sur la fondation d'un conseil ouvrier central de la capitale, d'autre part, que l'absence de nombreux délégués provinciaux ne permet pas de prendre une telle décision sans eux. Finalement l'assemblée a conclu qu'elle n'a pas le droit de fonder un conseil ouvrier national. Grave lacune, nouveau retard irréparable, car la formation d'un tel organe donnerait aux ouvriers hongrois, à cette date, face au régime Kadar, un poids politique beaucoup plus grand et mobiliserait plus aisément les ouvriers de province. Le seul avantage, pourtant, de ce scrupule démocratique aura été de faciliter, mais plus tard — trop tard — l'adhésion au conseil ouvrier central du Grand Budapest de certains conseils ouvriers provinciaux particulièrement dynamiques, qui avaient commencé par se montrer réticents à son égard. Le 21 novembre, enfin, sur l'initiative du conseil ouvrier du Grand Budapest, il est décidé de convoquer une réunion à laquelle sont convoqués tous les conseils ouvriers provinciaux, afin de former un « parlement ouvrier ». Mais presque aussitôt les dirigeants ouvriers de Budapest et de nombreux dirigeants de conseils ouvriers provinciaux sont arrêtés. C'est le glas du mouvement.

Ce court rappel montre comment la préexistence d'un mouvement syndical solidement structuré et en même temps révolutionnaire pourrait éviter de tels tâtonnements et retards. Toutefois il ne faudrait pas tomber dans l'erreur de croire que pendant la Révolution hongroise, il y ait eu antinomie entre les conseils ouvriers et le syndicalisme ouvrier. Dès le 26 octobre, le nouveau comité central du PC hongrois approuve l'élection de conseils ouvriers avec l'assistance des syndicats, tandis que le présidium du conseil national des syndicats devenus libres propose lui-même que les entreprises soient dirigées par les conseils ouvriers. Des réunions de coordination des conseils d'usine ont lieu au siège des syndicats, notamment celui de la métallurgie. Encore le 24 novembre, le quotidien syndical affirme que les ouvriers, par le truchement de leurs conseils, doivent être réellement les maîtres des entreprises.

Ici l'on voit apparaître une contribution digne d'attention à la définition des rôles respectifs du syndicalisme ouvrier et des conseils ouvriers ; aussi bien l'initiateur de la coordination des conseils ouvriers du XI^e arrondissement de Budapest que le journal national des syndicats se sont montrés d'accord pour que les tâches des deux organismes prolétariens soient distinctes : au conseil ouvrier, la gestion de la production ; au syndicat, la protection de classe des intérêts des travailleurs. Précisons cependant que cette distinction est trop restrictive à mes yeux, car je reste convaincu que l'organisation syndicale peut et devrait remplir les deux fonctions, tout en laissant à chacune d'elles son indispensable autonomie.

Anarcho-syndicalistes et communistes dans le mouvement des conseils italiens, 1918-1922

A la lumière du précédent hongrois, il semble qu'un syndicalisme demeuré ou redevenu révolutionnaire n'est en rien opposable aux conseils ouvriers. Les deux formations devraient se compléter et s'associer. N'est-ce pas à Turin, en 1919, qu'autour du journal *Ordine Nuovo*, des anarcho-syndicalistes de l'Union syndicale italienne (USI) trouvèrent un terrain d'entente, temporaire certes, avec les partisans des conseils ouvriers qu'animait Antonio Gramsci ?

On peut, bien entendu, objecter que, malgré les inconvénients que présentent les tâtonnements et retards de la construction d'une pyramide fédérative de conseils ouvriers, cette édification spontanée, empirique, de bas en haut, est, par certains côtés, préférable à l'organisation syndicale préétablie. Cette dernière, en effet, bien qu'à l'origine elle ait été constituée fédérativement, et, elle aussi, en partant de la base, a eu, depuis, tendance à se bureaucratiser et à opérer du sommet vers la base. C'est ce que soutenait Gramsci.

Peut-être en Hongrie les deux modes d'organisation ouvrière se sont-ils montrés l'un et l'autre quelque peu défailants : les conseils ouvriers parce qu'ils ne sont pas parvenus assez vite à se structurer fédérativement ; les syndicats ouvriers parce que, même régénérés par la Révolution, ils ont conservé des structures trop figées, trop corporatives, une mentalité trop strictement revendicative : de telles structures sont indispensables, certes, en temps «normal», pour la défense des intérêts professionnels immédiats des travailleurs, mais elles peuvent se révéler inadéquates en période de lutte révolutionnaire généralisée.

Dans de telles circonstances les cloisonnements corporatifs, c'est-à-dire verticaux, par métier, par industrie, constituent autant d'entraves à l'essor du mouvement, alors qu'il est impérieux de combiner toutes les forces ouvrières, tendues, au-dessus de tout particularisme corporatif, vers un but unique. Mais le syndicalisme ouvrier, lorsqu'il est libertaire et révolutionnaire, ne devrait pas avoir de peine à contrecarrer cette tendance à la bureaucratisation et cela grâce à sa double structure fédérative, à la fois verticale et horizontale, héritée de l'anarchisme. Certains militants ont saisi depuis longtemps que la structure fédérative horizontale, c'est-à-dire locale ou régionale, est mieux adaptée à la lutte de classe révolutionnaire, parce qu'elle demeure plus proche de la base, du lieu de travail et de la résidence et aussi parce qu'elle est à même de fondre en un seul bloc tous les travailleurs d'une même localité ou région, à quelque métier ou industrie qu'ils appartiennent. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, à la fin du XIX^e siècle en France, un Fernand Pelloutier préférait avec tant de conviction la fédération des bourses du travail aux fédérations professionnelles; la raison encore qui a fait, en Espagne, rejeter si longtemps par le congrès de la CNT les fédérations professionnelles pour se contenter d'une structure fondée sur le syndicat unique local. Et, lorsque, finalement, au terme d'une longue obstination, les partisans des fédérations professionnelles ont réussi à imposer la structure dualiste, verticale en même temps qu'horizontale, cette réforme a, dans une certaine mesure, contribué à l'éclosion d'une mentalité corporatiste ; elle a alimenté le réformisme ; elle a introduit dans la CNT des germes de bureaucratisme ; elle l'a même conduite à une temporaire scission.

Si le syndicalisme ouvrier n'est pas immunisé, certes, contre des risques multiples de déformation et de pourrissement, il ne faudrait pas non plus jeter le bébé avec l'eau du bain, comme disent les Anglo-Saxons. Pierre Monatte soutenait déjà, contre Malatesta, au congrès anarchiste international d'Amsterdam, en 1907, que c'est à l'intérieur du mouvement syndical que ces périls devraient être conjurés, à l'échelon des cotisants, des sections d'entreprise. C'est aussi ce que répliquèrent à Gramsci les anarcho-syndicalistes italiens. Mais, objectera-t-on, le syndicat ne regroupe que rarement la totalité des travailleurs. Eh bien, c'est donc, mieux encore, à l'échelon de l'atelier, de l'usine, du prolétariat global que la lutte doit être menée pour la bonne santé révolutionnaire des organismes variés dans lesquels la classe ouvrière s'exprime et se reconnaît.

Si — et là où — il s'avère que le syndicalisme est devenu, de façon irrémédiable, un instrument de paralysie, voire de trahison des luttes ouvrières, alors, alors seulement il est bon pour la poubelle.

Les adeptes exclusifs, animés souvent d'une démarche très idéologique, d'un «communisme des conseils», iraient sans doute un peu vite en besogne si, au lieu de continuer à se battre pour la régénération du syndicalisme, ils se hâtaient de l'enterrer.

(1969, in *À la recherche d'un communisme libertaire* (Spartacus, 1984).